



T +33(0)388412560

www.coe.int

pressunit@coe.int

Ref. DC 046 (2015)

Supporting democracy in the Southern Mediterranean: Council of Europe/EU initiative

Strasbourg, 08.04.2015 – As radical Islam and other challenges limit the hopes of the Arab Spring, a new Council of Europe-EU programme to improve democratic governance in Europe's southern neighbourhood—with the full co-operation of partner countries in the region—is to be launched on 10 April.

High-level government representatives from Algeria, Egypt, Jordan, Morocco, Tunisia and the Palestinian National Authorities will meet Council of Europe officials and experts in Strasbourg for a [series of workshops](#).

Radical Islam poses threats to stability in the region, as seen last month, when terrorists killed over 20 people at the Bardo Museum in Tunis. The 3-year [South Programme II](#)—carried out by the Council of Europe and funded by the European Union—will provide co-operation and technical assistance to promote good governance through the prevention of corruption and money laundering and the fight against terrorism, among other initiatives. Support will be given to new democratic governance bodies in partner countries, including legislative and policy advice.

Based on demand from partner countries, the programme will support justice reform and work towards more efficient justice in the Southern Mediterranean. It will support legal reform to ensure that fundamental rights such as freedom of expression are taken into account. The programme will contribute to the expansion of a common legal space between Europe and the Southern Mediterranean region through a progressive accession of countries from the region to relevant Council of Europe conventions and networks in key areas such as actions against trafficking in human beings, terrorism and corruption.

Council of Europe offices in Tunis and Rabat will help to implement and facilitate programme initiatives in Tunisia and Morocco and will ensure co-ordination among international donors implementing initiatives in the same area.

Contact : [Panos Kakaviatos](#), Spokesperson/Media officer, tel. +33 3 90 21 50 27

Soutenir la démocratie dans les pays du sud de la Méditerranée : initiative du Conseil de l'Europe et de l'UE

Strasbourg, 08.04.2015 – Alors que l'islam radical et d'autres défis limitent les espoirs du Printemps arabe, un nouveau programme du Conseil de l'Europe et de l'UE sera lancé le 10 avril pour améliorer la gouvernance démocratique dans les pays du voisinage méridional de l'Europe, avec la pleine coopération des pays partenaires de la région.

Des hauts représentants des gouvernements d'Algérie, d'Égypte, de Jordanie, du Maroc, de Tunisie et de l'Autorité nationale palestinienne rencontreront des responsables et des experts du Conseil de l'Europe à Strasbourg dans le cadre d'une [série d'ateliers](#).

L'islam radical menace la stabilité de la région, comme l'a montré l'attaque terroriste au cours de laquelle 20 personnes ont été tuées la semaine dernière au musée du Bardo à Tunis. Le [Programme Sud II](#) - qui sera pendant trois ans mis en œuvre par le Conseil de l'Europe et financé par l'Union européenne - offrira une coopération et une assistance technique destinées à promouvoir la bonne gouvernance par, entre autres initiatives, la prévention de la corruption et du blanchiment de capitaux et la lutte contre le terrorisme. Une aide sera dispensée aux nouvelles instances de gouvernance démocratique dans les pays partenaires, y compris sous forme de conseil législatif et politique.

Ce programme soutiendra, à la demande des pays partenaires, une réforme de la justice et des initiatives visant à renforcer l'efficacité de la justice dans les pays du sud de la Méditerranée. Il favorisera également la réforme de la législation, afin de garantir la prise en compte de droits fondamentaux, comme la liberté d'expression. Le programme contribuera à l'expansion d'un espace juridique commun entre l'Europe et le sud de la Méditerranée, grâce à une adhésion progressive des pays de la région aux conventions et réseaux pertinents du Conseil de l'Europe dans des domaines aussi essentiels que la lutte contre la traite des êtres humains, le terrorisme et la corruption.

Les bureaux du Conseil de l'Europe à Tunis et Rabat participeront étroitement à la mise en œuvre des mesures prises dans le cadre du programme en les facilitant en Tunisie et au Maroc, tout en assurant la coordination des initiatives des donateurs internationaux dans ce même domaine.

Contact : [Panos Kakaviatos](#), Porte-parole/Attaché de presse, tél. +33 3 90 21 50 27